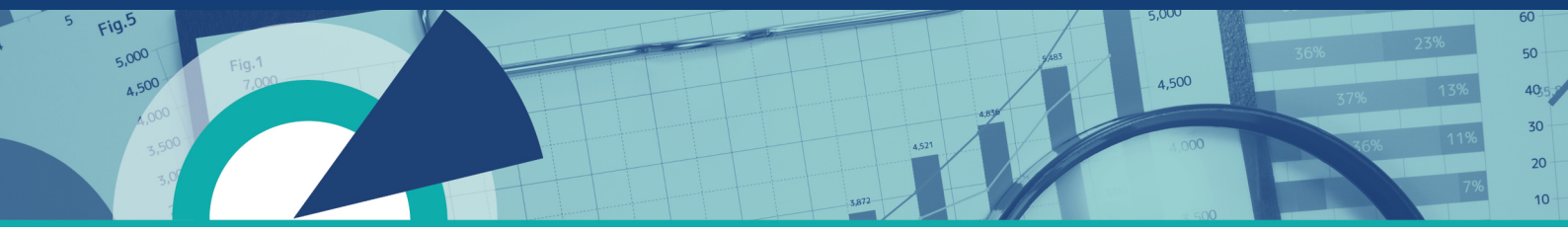
BRETAGNE

1er trimestre 2024 : une économie bretonne toujours dynamique

Insee Conjoncture Bretagne • n° 50 • Juillet 2024



Au 1er trimestre 2024, la Bretagne est de nouveau la région métropolitaine la plus dynamique en termes de créations nettes d'emplois salariés (+0,5 %). En trois mois, 6 100 emplois sont ainsi créés dans la région, majoritairement dans le secteur privé. L'emploi se redresse dans l'intérim et accélère dans le secteur tertiaire marchand. L'activité, mesurée par le nombre d'heures salariées, est également plus dynamique dans la région qu'au niveau national.
Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité baisse et le taux de chômage (6,0 %) demeure le 2e plus faible des régions françaises, après celui des Pays de la Loire.
La hausse des créations d'entreprises dans la région se poursuit, celle des défaillances également.
La conjoncture dans la construction reste dégradée. Les mises en chantier atteignent leur plus bas niveau depuis huit ans. Mais le nombre de permis de construire se stabilise, la baisse observée pour les logements individuels étant compensée par une hausse concernant les logements collectifs ou en résidence.

L'emploi salarié continue à progresser

Comme au trimestre précédent, la Bretagne est la région métropolitaine qui présente la plus forte hausse de l'emploi salarié, tant en évolution trimestrielle qu'en évolution annuelle.

Ainsi, entre fin décembre 2023 et fin mars 2024, l'**emploi salarié total** progresse de 0,5 % en Bretagne (+6 100 créations nettes d'emplois). En France hors Mayotte, il augmente de 0,3 % après avoir été stable au 4e trimestre 2023 ►figure 1. Dans la région, l'emploi salarié privé est en hausse de 0,5 % au 1er trimestre 2024 (+5 100 emplois). Dans le secteur public, l'emploi augmente aussi (+1 000) mais ralentit par rapport au trimestre précédent : +0,3 % après +0,8 %.

En un an, la croissance de l'emploi total en Bretagne s'élève à 1,5 % (soit 19 400 emplois supplémentaires), deux fois plus qu'au niveau national (+0,7 %). L'activité dans la région est également en hausse, même si elle ralentit. Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs (hors chômage partiel), elle progresse de 0,7 % par rapport au 1er trimestre 2023 (+0,3 % en France hors Mayotte).

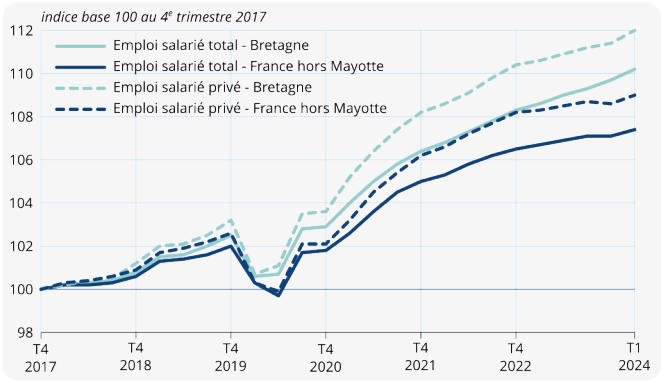
L'emploi intérimaire se redresse sur le trimestre mais reste en baisse sur un an

Au 1er trimestre 2024, l'**emploi intérimaire** se redresse de 1,3 % en Bretagne (+600 emplois), après avoir diminué de 2,0 % au 4e trimestre 2023 ►figure 2. En France, il est quasi stable (-0,1 %) après quatre trimestres de recul.

Ventilé par secteur utilisateur, l'emploi intérimaire breton au 1er trimestre 2024 se redresse dans l'industrie, avec 700 emplois supplémentaires (+3,3 %). L'agroalimentaire contribue fortement à cette hausse (+7,7 % soit +900 emplois). Le tertiaire marchand recourt également à davantage d'intérimaires début 2024 (+1,5 % soit +200 emplois), en particulier dans le sous-secteur du transport et entreposage. En revanche, l'emploi intérimaire dans la construction diminue de 3,6 % (-300 emplois).

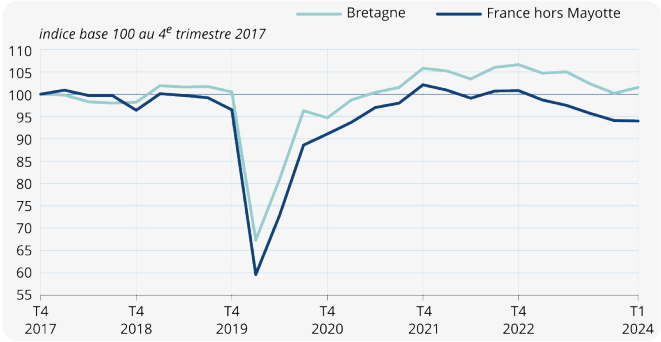
En un an, l'emploi intérimaire baisse de 3,0 % en Bretagne (-1 400 emplois). Il recule fortement dans la construction (-8,4 %) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie (-3,2 %) et le tertiaire

► 1. Évolution de l'emploi salarié



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

marchand (-0,3 %). En France, l'emploi intérimaire reste inférieur de 4,7 % à son niveau d'un an auparavant.

L'emploi accélère dans le tertiaire marchand mais fléchit dans le non marchand

Entre fin décembre 2023 et fin mars 2024, l'emploi salarié dans le **tertiaire marchand hors intérim** accélère en Bretagne (+0,7 % soit 3 800 emplois supplémentaires, après +0,3 % au 4e trimestre 2023) ►figure 3. En un an, il augmente de 2,0 %. La hausse de l'emploi dans ce secteur est supérieure à celle observée au niveau national (+0,4 % en trois mois, +0,9 % en un an). Parallèlement, l'évolution annuelle des heures rémunérées dans le secteur tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,4 % dans la région.

Au 1er trimestre 2024, l'emploi salarié augmente nettement dans l'**hébergement-restauration** (+1 300 emplois). Ce rebond sur trois mois (+2,3 % après -0,3 % au 4e trimestre 2023) porte la hausse de l'emploi dans ce secteur à 2 200 sur un an (+4,1 %). Par rapport au 1er trimestre 2023, l'activité est dynamique dans ce sous-secteur, avec une augmentation de 3,8 % du nombre d'heures rémunérées. Dans les **services aux ménages**, l'emploi progresse de 1,1 % (+700) et dépasse son niveau du 1er trimestre 2023 de 4,3 %. L'emploi dans le **transport et entreposage** progresse de 0,7 % au 1er trimestre 2024 (+400), portant la hausse à 1,0 % sur douze mois. Dans le secteur des **services aux entreprises hors intérim**, qui représente 20 % des emplois du tertiaire marchand hors intérim, la hausse de l'emploi est similaire à celle du 4e trimestre 2023 (+0,5 %) et s'élève à 1,8 % sur un an. Dans le **commerce**, qui représente près de trois emplois du tertiaire marchand hors intérim sur dix en Bretagne, l'emploi augmente de 0,4 % sur trois mois et 1,0 % sur douze mois. Les **activités financières et d'assurance** affichent la même hausse qu'au 4e trimestre 2023 (+0,6 %). Sur un an, l'emploi progresse de 2,9 %. Au 1er trimestre 2024, l'emploi dans l'**information et communication** augmente de 0,2 % (+2,4 % sur un an). Seul le sous-secteur des **activités immobilières** présente une baisse sur le trimestre (-1,8 %) et il est le seul à perdre des emplois sur un an dans le tertiaire marchand hors intérim (-2,8 % soit -300 emplois).

Au 1er trimestre 2024, le secteur **tertiaire non marchand**[1] fléchit, avec 1 400 emplois créés en Bretagne (+0,3 %, après +0,6 % au 4e trimestre 2023). En un an, il progresse de 1,9 % (+8 300 emplois). Au niveau national, l'emploi salarié dans le tertiaire non marchand augmente de nouveau de 0,3 % au 1er trimestre 2024 et présente une hausse de 1,2 % sur un an.

Toujours en légère hausse dans l'industrie, l'emploi diminue dans la construction

Entre fin décembre 2023 et fin mars 2024, l'emploi salarié dans l'**industrie** affiche la même augmentation en Bretagne qu'au 4e trimestre 2023 (+0,3 %, soit 600 emplois supplémentaires), portant la hausse à 0,8 % sur un an. En France, il continue aussi d'augmenter (+0,2 % après +0,3 %) et dépasse son niveau d'un an auparavant de 1,1 %.

L'**industrie agroalimentaire**, qui représente plus de quatre emplois industriels sur dix en Bretagne, gagne 400 emplois au 1er trimestre 2024 (+0,5 %). En un an, l'emploi augmente de 0,5 %, moins qu'au niveau national (+1,2 %). Le sous-secteur « **énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage** » reste également dynamique : +1,2 % sur trois mois (après +0,9 % au 4e trimestre 2023) et +3,7 % sur douze mois. L'emploi fléchit dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines** (+0,2 % après +0,8 %) et la **fabrication de matériels de transport** (+0,2 % après +0,9 %). Sur un an, ces deux sous-secteurs gagnent des emplois (respectivement +500 et +200). Dans la **fabrication des autres produits industriels**, l'emploi est quasi stable sur trois mois comme sur un an (-0,1 %).

Entre fin décembre 2023 et fin mars 2024, la **construction** perd 300 emplois en Bretagne (-0,4 %), portant la baisse à 0,9 % sur douze mois. L'activité dans ce secteur faiblit (-2,6 % par rapport au 1er trimestre 2023), en lien avec le recul des mises en chantier. En France, l'emploi diminue de 0,6 % sur trois mois (-1,3 % sur un an).

Dans l'**agriculture**, l'emploi salarié fléchit au 1er trimestre 2024 dans la région (+0,5 % après +2,3 % au 4e trimestre 2023), dans un contexte de baisse nationale (-0,3 %). En un an, il reste dynamique en Bretagne (+3,5 %), tandis qu'il est stable au niveau national.

Avertissement sur les heures rémunérées

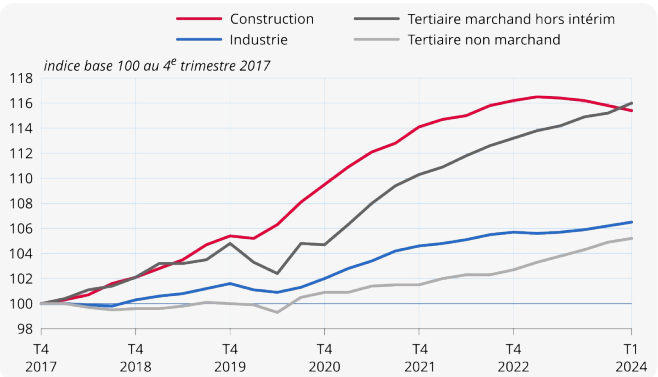
Pour les mois de décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or, le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné, par rapport à l'année précédente, moins de congés en décembre 2023 et davantage en janvier 2024.

Dans le Finistère et le Morbihan, la progression de l'emploi est supérieure à la hausse régionale

Entre fin décembre 2023 et fin mars 2024, 2 500 emplois sont créés dans le Finistère (+0,7 %) ►figure 4. Le tertiaire marchand (+1 400 emplois) et l'intérim (+600) contribuent principalement à cette hausse. Le nombre d'emplois intérimaires, qui avait baissé au 4e trimestre 2023 (-2,0 %), rebondit au 1er trimestre 2024 dans ce département (+6,3 %). Dans le Morbihan, l'emploi est également dynamique (+0,7 %, soit +1 900 emplois). L'ensemble des secteurs, hormis la construction, participent à ce dynamisme.

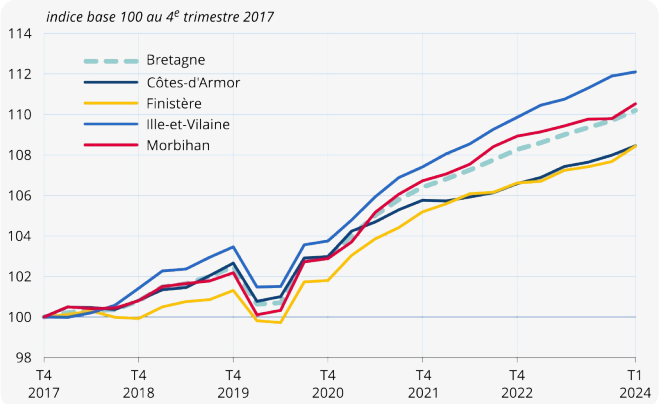
1 - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

► 3. Évolution de l'emploi salarié par secteur – Bretagne



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total hors intérim.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Dans les Côtes-d'Armor, la croissance de l'emploi est légèrement en dessous du niveau régional (+0,4 %, soit +900 emplois). En Ille-et-Vilaine, la croissance de l'emploi fléchit légèrement au 1er trimestre 2024 (+0,2 % après +0,5 %). En particulier, le tertiaire non marchand, qui avait porté l'emploi au 4e trimestre 2023, est quasi stable (+0,1 %).

Sur un an, l'emploi progresse quasi uniformément dans chacun des départements bretons. Dans le Finistère (+5 600 emplois), il augmente de 1,6 %. En Ille-et-Vilaine (+7 200) et dans les Côtes-d'Armor (+3 000), la croissance de l'emploi est la même qu'au niveau régional (+1,5 %). Le Morbihan affiche une hausse de 1,3 % (+3 500), supérieure à celle de la France. Le nombre d'intérimaires baisse dans les quatre départements, en particulier dans le Morbihan (-4,1 %) et en Ille-et-Vilaine (-3,8 %).

Le taux de chômage se maintient à un niveau bas

Au 1er trimestre 2024, le taux de chômage en Bretagne, quasi stable par rapport au 4e trimestre 2023, s'établit à 6,0 % de la population active ►figure 5. Supérieur de 0,3 point à son niveau du 1er trimestre 2023, il reste le 2e plus bas des régions françaises, après celui des Pays de la Loire. Il se situe ainsi à 5,8 % en Ille-et-Vilaine, 5,9 % dans le Morbihan et 6,3 % dans le Finistère et les Côtes-d'Armor. En France hors Mayotte, le taux de chômage est stable à 7,5 % de la population active.

Avertissement sur les demandeurs d'emplois en fin de mois

Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires puis étendue en mars 2024 à 29 nouvelles zones, portant à 47 le nombre de territoires concernés (au niveau national) par l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Fin mars 2024, cette expérimentation concerne environ 24 800 personnes, dont 16 500 sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. Les effets du déploiement de cette expérimentation se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2024.

Des informations complémentaires sont disponibles sur la dernière publication Dares Indicateurs.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité baisse

Au 1er trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) en France hors Mayotte est quasi stable (-0,1 %). La Bretagne est la région de France métropolitaine qui affiche la plus forte baisse (-0,9 %). Sur douze mois, la demande d'emploi est quasi stable dans la région (-0,1 %) comme en France (+0,1 %).

Le nombre de personnes inscrites à France Travail ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) augmente de 0,8 % au 1er trimestre en Bretagne. La demande d'emploi globale (catégories A, B et C) est ainsi stable dans la région, comme en France. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées (18 400) augmente de 4,0 % par rapport au 4e trimestre 2023

Encadré - Baisse des allocataires du RSA et des foyers allocataires de la prime d'activité

Fin mars 2024, 60 330 personnes sont allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en Bretagne. En trois mois, ce nombre diminue dans la région (-0,5 %), comme en France (-1,0 %). Sur un an, la tendance à la baisse est moins marquée en Bretagne qu'au niveau national (-0,3 % contre -2,0 %). En particulier, le nombre d'allocataires du RSA augmente de 3,2 % en Ille-et-Vilaine.

Fin mars 2024, 222 440 foyers bénéficient de la prime d'activité en Bretagne. Cette prime est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs percevant des revenus modestes. Le nombre de foyers concernés diminue au 1er trimestre 2024 (-3,0 %), comme sur un an (-4,0 %). En France, la baisse est similaire (respectivement -2,9 % et -3,8 %).

(-1,7 % en France). En un an, la région comptabilise davantage de demandeurs d'emploi (+0,9 %) et moins d'offres (-5,2 %). En France, la tendance est similaire : augmentation de 0,6 % des demandeurs d'emploi et diminution de 7,3 % des offres collectées.

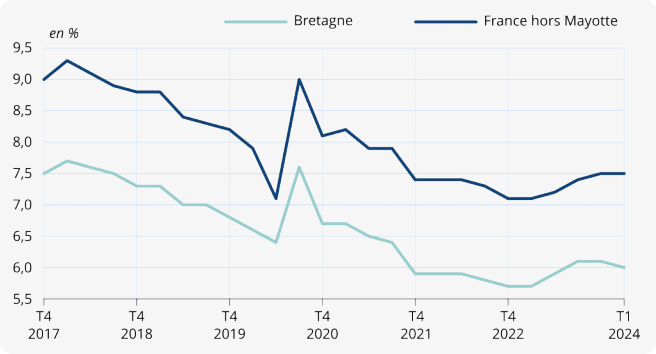
Par classe d'âge, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C de moins de 25 ans diminue de 0,6 % au 1er trimestre, tandis que les effectifs des personnes de 25 à 49 ans et de celles de 50 ans ou plus sont quasi stables. Cependant, en un an, le nombre d'inscrits est en hausse parmi les jeunes demandeurs d'emploi (+4,3 %), alors qu'il augmente modérément parmi les personnes âgées de 25 à 49 ans (+0,3 %) et celles de 50 ans ou plus (+0,7 %). En parallèle, les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits en catégorie A, B ou C depuis un an ou plus, sont plus nombreux (+0,6 % en trois mois, +1,8 % en un an). Ils représentent 44,7 % des inscrits début 2024, soit 0,4 point de plus qu'un an auparavant.

À l'échelle des territoires, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A, B ou C) est quasi stable en Ille-et-Vilaine (-0,1 %) et stable dans les trois autres départements au 1er trimestre 2024. Sur un an, il augmente davantage en Ille-et-Vilaine (+1,7 %) et dans le Morbihan (+1,0 %), départements dans lesquels le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue (respectivement -4,3 % et -2,0 %), mais moins qu'au niveau régional. À l'inverse, le Finistère et les Côtes-d'Armor présentent une augmentation modérée du nombre de demandeurs d'emploi mais une baisse plus marquée des offres collectées.

Les mises en chantier de logements diminuent de nouveau mais les permis de construire se stabilisent

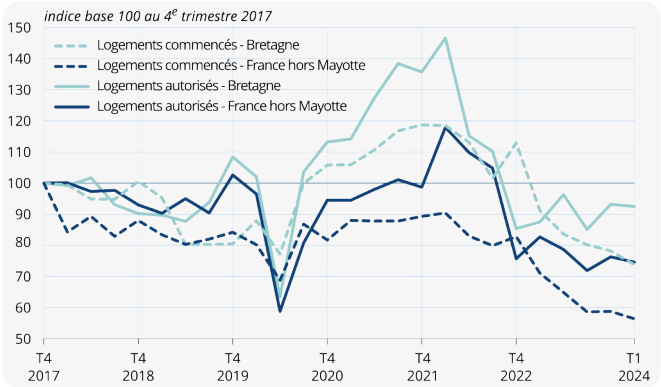
Au 1er trimestre 2024, les mises en chantier de logements neufs sont toujours moins nombreuses dans la région : elles diminuent de 3,8 % par rapport au 4e trimestre 2023 et atteignent ainsi leur niveau le plus bas depuis le 1er trimestre 2016 ►figure 6. En France, la baisse est un peu plus marquée (-4,7 %). Les logements individuels représentent 55,1 % des 4 700 logements commencés au cours du 1er trimestre en Bretagne. Leurs mises en chantier diminuent, tandis que celles des logements collectifs ou en résidence repartent à la hausse (-7,6 % contre +1,5 %).

► 5. Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.
Source : Insee, taux de chômage localisés.

► 6. Évolution du nombre de logements



Notes : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.
Source : SDES, Sitadel.

Sur un an, 19 800 logements ont été mis en chantier en Bretagne, un chiffre en baisse de 24,3 %. Ce recul s'avère de même ampleur que celui observé en France (-23,9 %).

Parallèlement, au 1er trimestre 2024, les autorisations de construire atteignent un plateau en Bretagne (-0,6 %). La baisse des permis de construire de logements individuels (-11,1 %) est compensée par une progression des autorisations de construire pour les logements collectifs ou en résidence (+10,1 %). Ces derniers représentent 55,0 % des 6 200 permis accordés. En France, les autorisations de construire baissent de 2,4 %.

En un an, 24 600 logements ont été autorisés à la construction en Bretagne, soit une diminution de 8,0 % par rapport au cumul d'avril 2022 à mars 2023. Ce repli est nettement plus marqué au niveau national (-19,1 %).

La fréquentation hôtelière est en hausse

Au 1er trimestre 2024, la fréquentation hôtelière en Bretagne s'élève à près de 1,3 million de nuitées. Elle augmente de 0,5 % par rapport à celle du 1er trimestre 2023. Représentant 92 % de l'ensemble des nuitées, la clientèle résidant en France diminue de 0,3 % par rapport au même trimestre de 2023. Comme dans les autres régions métropolitaines, la clientèle provenant de l'étranger augmente (+9,8 %).

En France, la fréquentation hôtelière augmente de 1,2 % par rapport à celle du 1er trimestre 2023. La fréquentation de la clientèle provenant de l'étranger est en hausse de 6,1 %, tandis que celle résidant en France décroît de 1,1 % sur un an.

Les créations et les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter

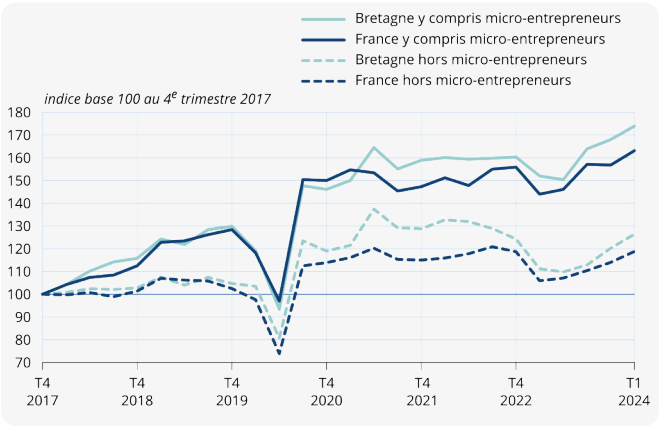
Au 1er trimestre 2024, 10 500 entreprises ont été créées en Bretagne ►figure 7. Ce nombre augmente de 3,5 % par rapport au trimestre précédent, un peu moins qu'au niveau national (+4,0 %). Tous les secteurs sont concernés par cette hausse, particulièrement l'industrie (+13,4 %). Au nombre de 6 400, les nouveaux micro-entrepreneurs progressent de 2,5 %, tandis que les créations d'autres types d'entreprises (sociétés, entreprises individuelles) affichent une hausse de 5,1 %.

En un an, le nombre d'entreprises créées en Bretagne augmente de 14,4 %, quasiment comme en France (+13,3 %). La forte hausse des créations dans le secteur de l'industrie (+57,2 %) participe fortement à cette progression.

Dans la région, 2 200 défaillances d'entreprises ont été comptabilisées en un an, entre fin mars 2023 et fin mars 2024, comparé à 1 800 sur la même période un an auparavant. Cette hausse de 21,3 % est toutefois inférieure à celle observée en France (+29,1 %). En Bretagne, l'augmentation des défaillances est particulièrement élevée dans trois secteurs : la construction (+33,2 %), l'hébergement-restauration (+31,1 %) et le commerce et réparation automobile (+24,7 %). ●

Jean-Marc Lardoux, Agnès Palaric (Insee)

► 7. Créations d'entreprises



Note : données CVS-CJO.
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, SIDE.

Contexte national : Du PIB, des Jeux, des inconnues

En France, l'activité a progressé modérément depuis deux trimestres (+0,2 % au 1er trimestre 2024 après +0,3 % fin 2023). Cette croissance provient, comme ailleurs en Europe, d'une forte contribution du commerce extérieur. L'inflation a nettement reflué, s'établissant à +2,2 % sur un an en juin 2024, contre +4,5 % un an plus tôt. L'emploi salarié a quant à lui progressé solidement en début d'année (+0,3 %). Le climat des affaires se maintient en juin un peu en deçà de sa moyenne : la croissance s'établirait à +0,3 % au 2e trimestre, avant de connaître un profil marqué au second semestre par l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris. Sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance atteindrait +1,1 %, comme en 2023. La situation politique en France constitue cependant un aléa important pour les prochains mois.

Contexte international : En 2024, la zone euro sort de l'ornière

En 2023, tandis que la croissance américaine restait soutenue (+2,5 %), l'activité dans la zone euro est globalement demeurée étale (+0,6 %), pénalisée par des prix énergétiques élevés et les effets du resserrement monétaire. Toutefois, depuis le début de l'année, les économies européennes semblent repartir : la zone euro (+0,3 %) tout comme le Royaume-Uni (+0,7 %) ont renoué avec la croissance au 1er trimestre. Ce retour de la croissance provient pour le moment essentiellement du commerce extérieur. À l'inverse, l'économie américaine (+0,4 % au 1er trimestre) est restée tirée par une dynamique interne robuste, et notamment une orientation favorable de la politique budgétaire.

► Pour en savoir plus

- **Insee**, « Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne », Chiffres-clés.
- **Insee**, « Du PIB, des Jeux, des inconnues », Note de conjoncture, juillet 2024.
- **Insee**, « Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère hausse dans toutes les régions », Informations rapides n° 2024-157, juin 2024.
- **Insee**, « Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié augmente de 0,3 % », Informations rapides n° 2024-132, mai 2024.
- **Insee**, « Au premier trimestre 2024, le taux de chômage est stable à 7,5 % », Informations rapides n° 2024-120, mai 2024.
- **Insee**, « Au premier trimestre 2024, la fréquentation des hébergements collectifs touristiques augmente de 2,1 % sur un an », Informations rapides n° 2024-122, mai 2024.

Insee Bretagne
35, place du Colombier
CS 94439
35044 RENNES cedex

Directrice de la publication :
Nathalie Caron

Rédactrice en chef :
Marion Julien-Levantidis

Bureau de presse :
02 99 29 34 90

Maquette :
Nathalie Noël

ISSN 2416-9110

© Insee 2024
www.insee.fr

@InseeBretagne